

BRÈVES ÉCONOMIQUES AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N° 12 – 23 mars 2023

En bref

L'exploration de pétrole et de gaz naturel en Colombie a atteint son plus haut niveau en huit ans. En 2022, 25 entreprises ont foré 68 puits d'exploration (+43 puits g.a.) et 19 gisements ont été découverts (10 de pétrole et 9 de gaz naturel). 21 puits sont encore en exploration, selon l'Agence Nationale des Hydrocarbures (ANH). L'évaluation des puits est encore en cours et de nouvelles données quant à la capacité de production devraient paraître dans les prochains mois. Les investissements d'exploration devraient atteindre 1,2 Md USD en 2023 (-4 % g.a.) et entre 55 et 60 puits pourraient être forés, selon l'Association Colombienne du Pétrole (ACP).

LE CHIFFRE À RETENIR

19

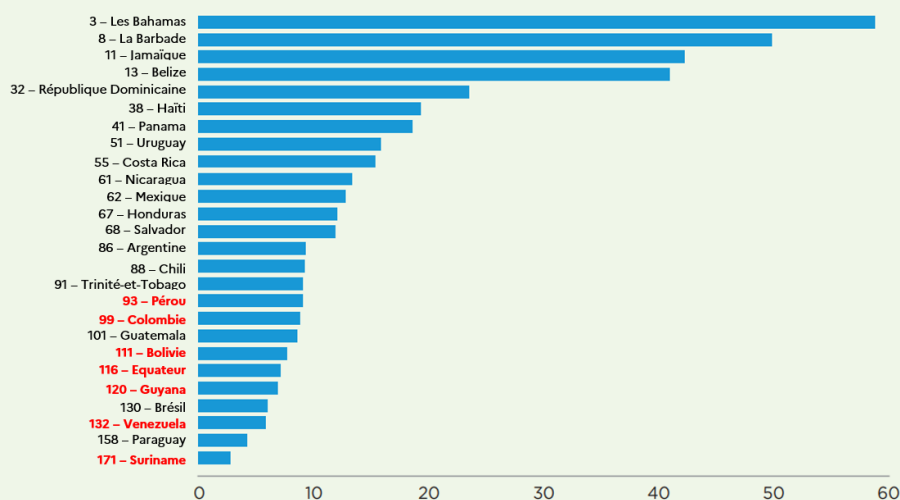
C'est le nombre de gisements de pétrole et de gaz découverts en Colombie en 2022, sur les 68 puits de forage.

Zoom sur : L'indice de dépendance au tourisme de la BID.

La croissance pour le continent est estimée à 1 % pour 2023 et à 1,9 % en 2024 par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Dans son rapport macroéconomique pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2022 (« *Preparar el terreno macroeconómico para un crecimiento renovado* »), la BID présente diverses projections pour la région en examinant différents scénarios de crise possible. Le rapport présente par ailleurs l'indice de dépendance au tourisme (Mooney et al, 2020) des économies de la région. Plusieurs pays LAC figurent parmi les plus dépendants du secteur

touristique, notamment les économies caraïbéennes. Sur les 175 pays classés par l'organisation, le Pérou est classé 93^{ème}, suivi de la Colombie (99^{ème}). Suivent la Bolivie (111^{ème}), l'Équateur (116^{ème}), le Guyana (120^{ème}). Le Venezuela est classé 132^{ème} et le Suriname, considéré comme un des pays les moins dépendants du tourisme, occupe la 171^{ème} place. Les pays de la zone andine et du plateau des Guyanes sont donc relativement peu dépendants du tourisme (deuxième partie du classement).

Indice de dépendance au tourisme



Source : Calculs des services de la BID basés sur Mooney et al. (2020) et Mooney (2021).

Infographie : BID

Note : L'indice de dépendance au tourisme (IDT) est calculé à partir de données sur la contribution totale du tourisme au PIB, l'emploi et les exportations de chaque pays. La fourchette va de zéro à 100, 100 représentant la dépendance totale.

Des données étaient disponibles pour 175 pays jusqu'en 2021. Les chiffres correspondent à leur classement.



BOLIVIE

L'image du pays ternie suite aux récents rapports des agences de notation.

Après les récentes évaluations négatives des agences de qualifications telles que Fitch (B-) à la suite de la fonte des réserves internationales nettes (RIN), un climat d'incertitude s'est installé dans le pays. Selon l'ancien président de la Banque Centrale, Juan Antonio Morales, la nouvelle la plus inquiétante est la probabilité de défaut de paiement. Selon lui, le problème réside dans l'accumulation des déficits budgétaires annuels de plus de 7 % depuis 2015, qui génère des inquiétudes sur les marchés financiers quant à la solvabilité du pays. Pour sortir de cette situation, il s'agirait de réduire le déficit budgétaire, de diminuer les subventions aux carburants, de freiner l'expansion du secteur public, et de réviser la situation de certaines entreprises publiques. Le Ministre de l'Economie, Marcelo Montenegro, a maintenu qu'il n'y avait pas de problèmes d'insolvabilité et qu'il existe des projets industriels, commerciaux ou législatifs qui permettront d'économiser ou gagner des devises.

Les fonds de pensions privés boliviens bientôt administrés par l'Etat.

L'autorité régulatrice des fonds de pensions boliviens (APS) a fixé au 15 mai 2023 le dernier délai pour la fermeture comptable des administrateurs de fonds de pension privés (AFP). C'est sur cette même date que la nouvelle entité de gestion publique des fonds de pensions (*Gestora Publica*) prendra pleinement

ses fonctions et aura alors la charge des fonds de pensions. Cette transition a commencé en 2009 à la suite d'une réforme constitutionnelle qui a établi que l'État devait gérer les pensions des retraités. Cependant, le processus a connu des problèmes de mise en œuvre, ce qui a retardé le changement d'administrateur. En 2010, une loi a été adoptée et a établi un système de pension administré par une entité gouvernementale, *Gestora Publica*. Celle-ci a initié ses opérations de façon partielle depuis le 15 septembre 2022 et devra assurer de manière intégrale les retraites des Boliviens à partir de mai 2023. Certains experts estiment que le contexte économique actuel est loin d'être optimal pour ce changement important.

COLOMBIE

Renault souhaite faire de la Colombie la base d'opérations de la région et accroître sa capacité d'exportation.

Le PDG de *Renault* a déclaré qu'il est prévu que la Colombie devienne la base des opérations de la multinationale française dans la région. Cette déclaration a eu lieu lors de l'annonce d'un nouvel investissement de 100 M USD destinés à agrandir l'usine *Renault* d'Envigado. En 2022, la Colombie s'est placée comme 9^{ème} marché de l'entreprise au niveau mondial. La capacité industrielle est de 80 000 voitures, la moitié visant à être exportée.

EPM a signé son deuxième prêt avec l'AFD, pour 189,8 M USD.

Empresas Públicas de Medellín (EPM) a signé son deuxième prêt avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour partiellement



financer son plan d'investissement, à hauteur de 189,8 M USD. Ce prêt, sur 10 ans, est destiné à améliorer l'efficacité et la productivité des infrastructures de distribution en eau et en énergie, ainsi qu'à favoriser le développement de l'électrification en zones rurales. Pour mémoire, un premier prêt avec l'AFD avait été signé en août 2012 pour 338 M USD, visant le financement de projets de production et de distribution d'énergie et de gaz.

Réforme agraire : l'achat de terres fertiles par le Gouvernement progresse.

Dans le cadre de la réforme agraire, l'Agence Nationale des terres (ANT) a un budget de 315,5 M USD pour l'achat de terres fertiles pour la production alimentaires. Ces terres ont pour objectif de bénéficier à 300 000 familles. Sur les 2 321 offres de ventes reçues par l'ANT, 966 terrains – au total 147 634 ha, près de 207 000 terrains de football – ont été considérés comme viables, c'est-à-dire que les terrains ont passé les tests de préféabilité technique et juridique permettant des cultures de qualité.

Les importations du pays continuent de ralentir.

En janvier, elles s'élèvent à légèrement plus de 5,5 Mds USD (-8,6 % g.a.), selon l'institut statistique national (DANE). C'est le deuxième mois consécutif pour lequel les importations ne dépassent pas les 6 Mds USD. Ce ralentissement s'explique principalement par la chute des importations dans le secteur manufacturier (-18,1 % g.a., à 3,7 Mds USD en janvier). En janvier, les Etats-Unis sont le premier fournisseur de la Colombie (1,6 Md USD soit 26 % du total des importations. Suivent la Chine

(21%), le Brésil (9%), le Mexique (4%), l'Allemagne et le Japon (3%). Par rapport à 2022, les importations en provenance de Chine et de France ont chuté de respectivement -33 % et -62,4 % ce qui a contribué à une diminution de -12 pts% des importations du mois.

Plus de 80 % de l'or exporté par le pays sont issus de l'activité illégale.

Parmi plus de 53 t d'or produit en Colombie en 2022, seuls 14 % proviendrait de l'exploitation minière légale, selon les estimations de *Defensoría del pueblo* et de l'Université de Rosario. En d'autres termes, cela revient à dire que 86 % de la production d'or est issue de l'exploitation minière illégale (représentant environ 2,1 Mds USD de production chaque année). Il est également estimé que plus de 80 % de l'or exporté hors du pays est également informel. Ces mines illégales pourraient générer entre 2 Mds USD et 3 Mds USD de bénéfices annuels, selon le DANE. La Colombie est le 7^{ème} producteur mondial d'or et le pays avec le taux d'informalité dans ce secteur le plus élevé au monde.

L'autorité de l'aéronautique civile autorise la fusion d'Avianca et Viva Air, sous certaines conditions. Jet Smart renonce au rachat d'Ultra Air.

L'Autorité de l'Aéronautique Civile, Aerocivil, autorise l'intégration de Viva Air à Avianca suite à la suspension des activités de la première (*low cost*). Toutefois, la fusion ne pourra se faire que sous certaines conditions, visant à garantir une concurrence sur le marché. Parmi ces conditions figurent : le maintien du schéma *low cost* de Viva Air ; la mise en place d'un plafond tarifaire sur les lignes où l'entreprise fusionnée



serait en monopole ; la restitution des créneaux horaires de *Viva Air* ; la reprise des vols sur la ligne Bogotá-Buenos Aires ; le remboursement des billets pour les vols annulés du fait de la cessation d'activité.

Viva Air n'est pas la seule entreprise de l'industrie aérienne à pâtir du taux de change, du prix du carburant et de l'inflation puisque la compagnie colombienne *Ultra Air* traverse une période difficile, bien qu'elle n'ait pas encore arrêté ses opérations pour le moment. La chilienne *JetSmart* se retire du processus d'achat de la compagnie *low cost Ultra Air*. Cette décision impose donc à *Ultra Air* de demander un soutien financier au Gouvernement pour continuer ses opérations.

La Colombie est le 7^{ème} pays au monde avec la plus grande inflation alimentaire.

Avec une inflation alimentaire de +26,2% en 2022, la Colombie est le 7^{ème} pays au monde où les prix des aliments ont le plus augmenté, selon un rapport de l'*Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)*. La Colombie se place derrière la Turquie (+71,0%), la Hongrie (+46,9%), la Lituanie (+33,2%), la Lettonie (+28,2%), la Slovaquie (+27,5%) et l'Estonie (+27,4%). Pour rappel, le *DANE* fait état d'une inflation à 13,3% en février (+5,3 pts% g.a.), identique à celle de janvier.

EQUATEUR

L'Equateur annonce des besoins de financement supplémentaires de 1 Md USD.

Le Ministère des Finances a indiqué que de nouveaux besoins de financement (1 Md USD) seront requis pour 2023 en raison de la baisse des prix du pétrole sur les marchés (la loi de finances avait été votée avec un prix du pétrole à 64 USD, alors qu'actuellement les prix du brut équatorien sont de l'ordre de 54 USD); les dégâts dans les infrastructures routières provoqués par un hiver particulièrement fort et les coûts du séisme du 18 mars dernier. Pour rappel, la loi de finances 2023 prévoyait des besoins de financement totaux de 7,5 Mds USD.

L'Equateur se consolide comme le troisième récipiendaire des financements de la BEI dans la région.

Le Vice-Président de la *Banque Européenne de développement (BEI)* a visité l'Equateur, qui se consolide comme le 3^{ème} récipiendaire des financements de la banque dans la région. Les encours représentent 875 M USD à la fin 2022, répartis dans des projets de transport urbain (cofinancement du métro de Quito avec un prêt de 100 M USD), d'eau et assainissement, ainsi que pour participer au financement de la reconstruction dans les provinces d'Esmeraldas et Manabí suite au séisme de 2016.



GUYANA

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Georgetown (GCCl) appelle les banques commerciales à faciliter l'accès au crédit.

La Chambre de Commerce et de l'Industrie de Georgetown (GCCl) demande aux banques locales de mettre en évidence les obstacles législatifs, économiques, sociaux ou environnementaux, qui limitent un meilleur accès au financement pour le secteur privé local. Les obstacles au financement empêchent aux entreprises locales d'être compétitives dans les secteurs pétroliers et gaziers du Guyana et leur font perdre des opportunités sur les projets du Gouvernement.

PEROU

Les envois de fonds en provenance de l'étranger sont en hausse, mais pourraient baisser à moyen terme.

Les envois de fonds en provenance de l'étranger (*remesas*) ont augmenté au T4 2022 : 982 M USD (+37 M USD par rapport à la même période en 2021), selon les données de la Banque centrale péruvienne. Le dynamisme de l'emploi aux Etats-Unis explique en partie cette augmentation. Les envois de fonds pourraient continuer à augmenter dans la première partie de l'année, mais seraient ensuite affectés négativement par la dégradation de l'environnement économique attendu aux Etats-Unis pour le deuxième semestre 2023. La perte de confiance envers le système financier, suite au climat d'incertitude provoqué par la

faillite de *Silicon Valley Bank*, risque d'avoir un effet boule-de-neige sur les établissements bancaires régionaux, et en bout de chaîne, sur les envois de fonds.

3 Mds USD seront investis dans 18 aéroports mis en concession par des partenariats public-privés.

L'Agence de Promotion des Investissements Privés du Pérou (ProInversion) a rapporté qu'il existe trois concessions de projets aéroportuaires par le biais de partenariats public-privé (PPP), avec un engagement d'investissement total de plus de 3 Mds USD. Il s'agit des concessions de l'aéroport international Jorge Chávez (concession attribuée en 2001, engagement d'investissement à ce jour de plus de 1,7 Mds USD); du premier groupe d'aéroports régionaux, qui comprend 12 aéroports dans le nord et le centre du pays (attribué en 2006, 635 M USD); et du deuxième groupe d'aéroports régionaux qui comprend 5 aéroports dans le sud du pays (attribué en 2011, 200 M USD). À ces engagements d'investissement de près de 2,6 Mds USD s'ajouteraient des investissements supplémentaires pour dépasser les 3 Mds USD, notamment pour les travaux d'expansion de l'aéroport international Jorge Chávez.



VENEZUELA

Le dirigeant chaviste Tareck El Aissami démissionne de son poste de Ministre du Pétrole; Pedro Tellechea le remplace.

Dans le cadre d'une enquête et d'une opération anti-corruption autour de l'entreprise pétrolière publique *PDVSA*, le Président Maduro a accepté lundi la démission du Ministre du Pétrole, Tareck El Aissami, dirigeant chaviste considéré comme un homme clé du secteur pétrolier vénézuélien. Ces derniers jours, l'enquête, qui a commencé en octobre dernier selon le Procureur général, a mené à l'arrestation de 19 fonctionnaires. Nicolas Maduro a nommé Pedro Tellechea, actuel président de *PDVSA* depuis janvier, comme Ministre du Pétrole.

La BCV intervient à hauteur de 105 M USD pour maintenir le taux de change du Bolivar (VES).

La Banque centrale (BCV) est intervenue une nouvelle fois sur le marché des changes à hauteur de 105 M USD – montant le plus élevé des quatre dernières semaines et troisième injection de plus de 100 M USD en 2023. Cette intervention vise à faire pression pour contenir la progression du Dollar étatsunien (USD) qui s'est apprécié de +4,5% la semaine dernière. Bien que la BCV ait vendu jusque-là 220 M USD au système bancaire en mars, le mois devrait être celui avec la plus faible activité de l'entité émettrice depuis le début de l'année (9 ventes, 279 M USD en janvier et 8 ventes, 465 M USD en février). Depuis le début de l'année, la BCV a donc vendu 964 M USD (+11,2% g.a.).

Le secteur industriel a crû de 14,8 % en 2022 et devraient croître plus lentement en 2023.

L'activité manufacturière a crû de 14,8 % en 2022, mais *Conindustria* (Confédérations des Industries du Venezuela) estime que la croissance de 2023 se situera entre 4 % et 6 %. Selon la dernière enquête de la Confédération vénézuélienne des industriels, correspondant au T4 2022, le secteur fonctionne à 39,9 % de sa capacité installée et se rapproche déjà des niveaux de 2015. Seuls quatre des dix groupes économiques industriels ont fait état d'une utilisation supérieure à la moyenne. Il s'agit du textile et de la chaussure (43,4 % de leur capacité installée), des produits chimiques et pharmaceutiques (51,3 %), des produits non-métalliques (57,6 %) et des machines et équipements électriques, informatiques et optiques N.C.P. (63,5 %). Le président de *Conindustria*, Luigi Pisella, a souligné que la moitié des petites et moyennes entreprises (PME) interrogées utilisent moins de 20 % de leur capacité installée.

Reuters : PDVSA accumule plus de 21 Mds USD de créances.

PDVSA n'a pu confirmer la réception que de 4,1 Mds USD de paiements sur un total de 25,3 Mds USD d'exportations de pétrole (soit 16 %) entre janvier 2020 et mars 2023, selon *Reuters*. Cela explique le gel des contrats décidé en janvier par le nouveau président de *PDVSA*, Pedro Tellechea. Les auditeurs ont relevé que des cadres de la division du commerce et de l'approvisionnement avaient autorisé le départ de cargaisons des eaux vénézuéliennes sans avoir achevé le processus de vérification des paiements. Les 21,2 Mds USD



de créances commerciales comprennent environ 3,6 Mds USD de factures potentiellement irrécouvrables liées à des pétroliers qui ont quitté le pays sans payer à l'avance au moins une partie de la valeur des cargaisons, bien que les conditions aient été acceptées.

Le Président Maduro a annoncé la réorganisation de la Surintendance nationale des crypto-actifs du pays (Sunacrip).

Joselit Ramirez, qui dirigeait la *Sunacrip* depuis sa création en 2018, a été arrêtée le 17 mars dans le cadre d'une enquête anticorruption. M. Ramirez serait impliqué dans des affaires présumées de corruption administrative et de détournement présumé de 3 Mds USD provenant de la vente de pétrole vénézuélien, une somme qui n'aurait pas été versée à l'État. Le conseil de restructuration sera dirigé par Anabel Pereira Fernández, une avocate qui a été présidente du *Fondo de Garantía de Depositos y Protección Bancaria*, l'institut responsable de la garantie des dépôts publics maintenus dans les banques et les institutions financières.

Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (M)	PIB à prix courants* (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2022 p	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en octobre
BOLIVIE	11,96	43,4	6,1	3,8	-1,4	82,6	118	+1	2,9
COLOMBIE	51,61	342,9	10,7	7,6	-5,1	61,1	88	0	12,2
EQUATEUR	18,01	115,5	4,2	2,9	2,4	58,9	95	+4	4,0
GUYANA	0,792	14,8	23,8	57,8	43,5	22,8	108	+1	6,5
PEROU	34,17	239,3	13,6	2,7	-3,0	34,8	84	+1	8,3
SURINAME	0,617	3,0	-3,5	1,3	-2,0	134,0	99	-7	49,1
VENEZUELA	26,92	82,1	0,5	6,0	4,0	n.a	120	-2	173
ARGENTINE	46,30	630,7	10,4	4,0	-0,3	76	47	0	88,0
BRESIL	213,9	1 894,7	4,6	2,8	-1,5	88,2	87	-1	6,5
CHILI	19,92	310,9	11,7	2,0	-6,7	36,2	42	+1	12,8
MEXIQUE	130,1	1 424,5	4,8	2,1	-1,2	56,8	86	+2	8,4

Source : données FMI (WEO, octobre 2022), PNUD, Banques centrales des pays concernés, OFV pour le Venezuela.

* Le PIB à prix courants n'est pas corrigé avec l'inflation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international